



**ACADÉMIE
DE NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Division de l'enseignement privé

Affaire suivie par :

Bruno DANQUIGNY

Chef de bureau 1^{er} degré privé

Tel : 02 31 45 95 72

Mél : dep1d-caen@ac-normandie.fr

Caen, le 25/11/2024

Elodie LAMART

Secrétaire générale adjointe

Directrice des relations et des ressources
humaines

Rectorat de la région académique
Normandie

Division de l'Enseignement privé

2 place de l'Europe

BP 90036

14208 HEROUVILLE SAINT CLAIR

à

Mesdames et Messieurs

les chefs des établissements

d'enseignement privés sous contrat du
1^{er} degré

Objet : Congé de formation professionnelle des enseignants du 1^{er} degré privé au titre de l'année scolaire 2025-2026.

Références :

- article R 914-105 du code de l'Education,
- article L.422-1 du code de la fonction publique
- ..décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat,
- ..décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat (article 24),
- décret n°2007-1942 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents non titulaires de l'Etat (article 10).

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur les dispositions des décrets ci-dessus référencés applicables aux maîtres des établissements privés habilités par un contrat ou un agrément définitif ainsi qu'aux maîtres délégués sous contrat d'association, qui souhaitent parfaire leur formation professionnelle.

Les enseignants titulaires du public affectés dans un établissement privé sous contrat peuvent également formuler une demande.

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions d'octroi d'un congé de formation professionnelle ainsi que le calendrier des opérations de gestion liées.

La formation professionnelle tout au long de la vie vise à permettre aux personnels d'exercer avec la meilleure efficacité les fonctions confiées durant l'ensemble de la carrière, en vue de la satisfaction des besoins des usagers et du plein accomplissement des missions du service.



Elle doit favoriser le développement professionnel, la mobilité ainsi que la réalisation des aspirations personnelles. Elle concourt à l'égalité effective d'accès aux différents grades et emplois.

La formation professionnelle tout au long de la vie comprend, entre autres actions, le congé de formation professionnelle, régi par l'article L.422-1 du code général de la fonction publique.

Les congés de formation professionnelle sont accordés en fonction des moyens ouverts au titre du budget opérationnel de programme dédié à l'enseignement privé.

- **Nature et durée du congé :**

Les actions de formation sont choisies et engagées à l'initiative des maîtres en vue de leur formation professionnelle.

Le maître qui bénéficie d'un congé de formation professionnelle est maintenu en position d'activité. L'administration se réserve le droit de contrôler le sérieux des structures et des organismes qui dispensent les actions de formation.

Le congé de formation peut être sollicité afin de suivre un enseignement à distance par l'intermédiaire du CNED.

La durée du congé de formation sollicité doit être conforme à celle de la formation suivie. La durée peut en conséquence être corrigée au regard du certificat d'inscription produit. Il est souligné que les frais de stage ou d'inscription sont à la charge du bénéficiaire du congé de formation professionnelle.

Le congé de formation est notifié en mois et n'est pas fractionnable. En référence aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2007-1470 du 15 octobre 2007, un maître peut bénéficier d'un congé de formation professionnelle en vue d'étendre ou de parfaire sa formation professionnelle, pour une durée maximale de trois ans sur l'ensemble de la carrière.

- **Catégories de personnels susceptibles de demander le bénéfice d'un congé de formation professionnelle — conditions à remplir :**

- Les maîtres du premier degré des établissements privés sous contrat qui bénéficient d'un contrat ou d'un agrément définitif peuvent présenter une demande de congé de formation professionnelle. Ils doivent être en activité lorsqu'ils déposent leur demande et justifier de trois années de service effectif d'enseignement dans un établissement privé sous contrat ou un établissement public au 1^{er} septembre 2025.

- Les maîtres délégués du premier degré exerçant sous contrat d'association peuvent également faire valoir leur droit au congé de formation professionnelle dès lors qu'ils remplissent les conditions suivantes :

- exercer dans un établissement sous contrat d'association avec l'Etat,
- justifier de l'équivalent d'au moins 36 mois de services effectifs à temps plein, au titre de contrats de droit public, dont 12 mois au moins pour le service public de l'éducation nationale.



- **Obligations liées au congé de formation professionnelle :**

Il est particulièrement souligné :

- qu'au cours de sa formation, et au moment de sa reprise de fonctions, le maître doit adresser impérativement, à la fin de chaque mois, une attestation prouvant sa présence ou son assiduité en formation pour le mois considéré,
L'absence de production du justificatif peut amener le service de la Division de l'Enseignement Privé à suspendre le versement de l'indemnité pour congé de formation.
- qu'une attestation de présence est également requise dans le cadre d'une formation à distance. Dans cet objectif, l'inscription doit être formulée avec demande d'attestation de présence,
- que l'interruption de formation, sans motif valable, peut conduire les services de la Division de l'Enseignement Privé à mettre fin au congé et à demander le reversement de l'intégralité des sommes perçues au titre dudit congé,
- qu'à l'issue du congé de formation professionnelle, le maître a l'obligation de servir dans la fonction publique d'Etat pendant une période égale à trois fois celle pendant laquelle il a perçu des indemnités. L'indemnité doit être remboursée si cet engagement n'est pas respecté.

- **Position du maître en congé de formation professionnelle :**

Le maître en congé de formation professionnelle est en position d'activité. Le temps passé en congé de formation professionnelle est considéré comme du temps de service. Il conserve en conséquence ses droits à l'avancement de grade et d'échelon dans son corps.

Le maître continue à cotiser pour la retraite. Les périodes passées en congé de formation sont incluses dans le temps de service reconnu aux intéressés et sont prises en compte dans le calcul de leurs droits à pension.

Pendant la période du congé de formation, le poste du maître, contractuel ou agréé, est protégé. A l'issue du congé, le maître réintègre de plein droit son poste.

- **Indemnisation du congé de formation professionnelle.**

Le maître qui a la possibilité de faire valoir ses droits au congé de formation professionnelle pour une durée de trois années perçoit une indemnité forfaitaire dans la limite de douze mois.

Le montant de l'indemnité forfaitaire mensuelle est égal à 85 % du traitement brut et de l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut détenu la veille de la mise en congé de formation, quelle que soit la quotité d'exercice. L'indemnité ainsi déterminée ne peut excéder le traitement brut et l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut 650 (indice nouveau majoré 548).

L'indemnité est susceptible d'être augmentée du supplément familial de traitement, calculé en référence au dernier traitement perçu avant le début du congé.

L'indemnité forfaitaire mensuelle déterminée ne peut être revalorisée en cours de congé de formation professionnelle consécutivement à un avancement d'échelon.



- **Calendrier et modalités de candidature :**

Pour les enseignants du 1^o degré des cinq départements de l'académie de Normandie, les demandes de congé de formation professionnelle seront adressées par la voie hiérarchique à la Division de l'Enseignement Privé, **pour le 10 février 2025** au plus tard, uniquement sous forme dématérialisée, par courriel, à l'adresse suivante :

dep1d-caen@ac-normandie.fr

à l'attention de M. Bruno DANQUIGNY, chef du bureau de la gestion collective
du 1^{er} degré privé

Il est souligné qu'elles devront obligatoirement être accompagnées de l'avis circonstancié et de la signature du chef d'établissement ainsi que du cachet de l'établissement.

- **Les dossiers de candidature doivent obligatoirement comporter :**

- La fiche figurant en pièce jointe (annexe 1) accompagnée d'une lettre de motivation manuscrite argumentée (annexe 2), indiquant précisément la nature de la formation envisagée, sa durée (date de début et de fin), le nom de l'organisme auprès duquel elle doit être engagée et définissant précisément le projet individuel de formation (objectifs qualitatifs poursuivis, itinéraire professionnel, enjeux pour la carrière et le service public),
- L'imprimé d'engagement figurant également en annexe 1 à reprendre un emploi dans un établissement privé sous contrat ou dans un établissement public à expiration du congé de formation professionnelle,
- L'état des services (annexe 3), suivant le modèle joint,
- Le planning de formation.

Je vous saurais gré de bien vouloir assurer la plus large diffusion de la présente circulaire auprès des maîtres placés sous votre autorité.

Elodie LAMART